



UNIVERSITÉ  
LAVAL

## SYNTHÈSE CRITIQUE

---

Massot, Pascale (2020). *Relations avec la Chine : le monde se transforme et le Canada doit s'adapter*. *Cahier du CÉRIUM Working Paper No21*. Centre d'études et de recherches internationales, Université de Montréal. <https://cerium.umontreal.ca/en/recherche-et-publications/publications/cahiers-du-cerium/un-cahier/news/detail/News/rerelations-avec-la-chine-le-monde-se-transforme-et-le-canada-doit-sadapter/>

---

La montée en puissance de la Chine suscite depuis longtemps débats et tensions sur la scène internationale. À l'heure actuelle, ses relations avec les États-Unis se dégradent particulièrement rapidement et le Canada, comme le reste du monde, doit composer avec cette réalité. Dans un article publié dans les Cahiers du CÉRIUM, Pascale Massot explique que les récentes transformations à l'ordre mondial, aux relations États-Unis-Chine ainsi qu'à la posture de la Chine à l'international impliquent que le Canada doit revoir la façon dont il structure sa politique étrangère avec la Chine pour adopter « une approche adaptative, modulaire et stratégique » (Massot 2020 : 4).

La véritable réforme que propose la professeure adjointe en études politiques à l'Université d'Ottawa débute par la nécessité pour les décideurs canadiens d'abandonner un paradigme figé selon elle dans une vision binaire des enjeux internationaux actuels. Les divisions dichotomiques de libéral/ non libéral, allié/rival, bon/mauvais pour analyser le comportement chinois sur la scène internationale ne permettent pas de manœuvrer adéquatement à travers la complexité du monde actuel. La disparition d'une puissance hégémonique et, de façon concomitante, l'abandon par les États-Unis de son rôle de leader du multilatéralisme impliquent que l'application d'un modèle uniforme de gouvernance pour les enjeux internationaux est désuet. Suivant cette logique, le maintien, le changement, ou la perturbation du statu quo varie selon les acteurs et leurs intérêts vis-à-vis des enjeux spécifiques. L'auteure avance que le Canada est bien placé pour pousser certaines réformes auprès des institutions multilatérales en collaboration avec la Chine, tout en restant un ardent défenseur des valeurs de démocratie et de droits humains sur lesquelles repose l'ordre mondial depuis longtemps, et où la confrontation avec la Chine est inévitable. Le Canada peut ensuite participer à l'innovation de nouvelles stratégies de gouvernance mondiale pour les enjeux strictement contemporains, comme la gestion de l'internet et l'intelligence artificielle. L'objectif est d'orienter les politiques en fonction des enjeux, sans chercher uniquement à s'aligner avec le réseau d'alliances traditionnel. Pour éviter de tomber dans une « politique étrangère transactionnelle ou ad hoc » (Massot 2020 : 9), Pascale Massot insiste sur l'importance d'identifier précisément

quels sont les intérêts canadiens pour quels enjeux, dans quel ordre de priorité. Le gouvernement doit pour ce faire entamer une discussion à plusieurs niveaux, passant des canaux de communication officiels, aux experts académiques, ainsi qu'à la société civile. L'élaboration d'une politique étrangère sophistiquée passe par une connaissance approfondie des éléments concernés.

Dans son ascension au statut de superpuissance, la Chine a d'abord bénéficié, puis a participé à façonner l'ordre mondial libéral sans pour autant adopter la voie de la libéralisation de son système politique comme il était espéré. La récente affirmation de sa puissance montre désormais des signes de perturbation de l'ordre mondial, bien que ce ne soit pas le cas dans tous les domaines. Des reculs évidents sont observés sur le plan de la protection des droits humains et du durcissement de l'autoritarisme du régime, alors que le pays affiche des avancées en matière de politique environnementale et en développement socioéconomique. Du côté américain, on assiste malgré tout à un durcissement bipartisan des opinions envers la Chine, témoignage que le pays n'aspire plus à infléchir la trajectoire chinoise et qu'il opte plutôt pour la confrontation. L'intensité de cette confrontation demeure incertaine dans un avenir rapproché, mais le retour à une stratégie de pur engagement avec la Chine est inconcevable selon l'auteure. De par sa proximité avec les États-Unis, le Canada subit déjà un effet d'entraînement causé par cette rivalité qui ne sert pas ses intérêts. Pascale Massot croit qu'il est possible que le Canada développe une stratégie chinoise indépendante de celle des États-Unis, si l'exercice d'identification des intérêts de toutes les parties prenantes est effectué de façon nuancée et clairvoyante. D'ailleurs, à la revue des perceptions citoyennes tant sur la Chine que sur les États-Unis, les opinions fluctuent avec les années et selon le groupe d'âge, la langue et l'enjeu en cause. Cette diversité d'opinions témoigne de la « nécessité de développer un récit officiel envers la Chine plus complexe au Canada » (Massot 2020 : 18), qui s'adapte au fil du temps tout en se montrant durable aux changements de gouvernement.

Rappelant la nécessité d'éviter de tomber dans une formule « tout ou rien », l'auteure explique qu'il est possible de développer un éventail de réponses au comportement chinois. Les points de divergences avec la Chine – comme les droits humains – ne doivent pas saper les points de convergence – comme la lutte aux changements climatiques. Elle propose justement quatre catégories de réponses qui permettraient au Canada de défendre ses intérêts auprès de la Chine de façon pragmatique : laisser-faire, soit abandonner les enjeux les moins vitaux pour le Canada, comme la politique intérieure chinoise; coopérer, puisque certains enjeux, comme les changements climatiques, ne pourront se régler sans la participation chinoise; raffermir, soit se montrer intransigeant lorsque nécessaire, comme sur les questions d'espionnage et d'ingérence; et finalement contester et engager, où le Canada peut se rallier à ses partenaires au sein des forums multilatéraux pour dénoncer des abus flagrants que commettrait la Chine, notamment sur la question des droits humains. En guise de conclusion, Pascale Massot indique avec lucidité que peu importe la direction que doit prendre la mise à niveau de la politique étrangère canadienne vis-à-vis de la Chine, le

véritable point de départ est « l'approfondissement des canaux de communication entre le Canada, d'une part, et l'Asie et la Chine, d'autre part, et l'approfondissement systématique des compétences des Canadiens sur cette région et ce pays » (Massot 2020 : 21).

De façon générale, cet article présente peu de limites quant à la logique de l'analyse. La proposition de l'auteure de mieux intégrer la complexité du monde actuel dans l'élaboration d'une politique étrangère chinoise plus nuancée est difficilement rejetable. Aussi, d'aucuns souhaiteraient voir en effet le Canada s'émanciper des États-Unis dans ses relations avec la Chine. L'auteure pointe quelques exemples historiques où ce fut le cas, mais comme elle-même le rappelle dans son texte, les parallèles avec le passé ne sont pas toujours utiles pour analyser le présent (Massot : 12). En considérant le caractère du président Trump, est-ce réaliste d'imaginer que le Canada puisse diverger de celui-ci sur la question chinoise sans subir de représailles considérables de sa part ? Une autre question qu'un lecteur extérieur au cercle des décideurs canadiens peut se poser est de savoir à quel point aucun des éléments suggérés dans le texte n'est appliqué ou considéré dans la politique étrangère canadienne. L'auteure a en effet manqué l'occasion de décrire plus spécifiquement comment fonctionne la politique étrangère actuellement, afin de s'en servir comme point de départ pour ses recommandations et pour offrir au lecteur le moyen de juger de façon objective. Le lecteur en tire plutôt l'impression que la politique étrangère canadienne est présentement accablée par une vision profondément archaïque des relations internationales.

Somme toute, l'article est loin de se résumer à une critique de la politique étrangère canadienne, il met l'accent sur les solutions et s'efforce à trouver des moyens concrets pour les mettre en œuvre, sans prétendre fournir toutes les réponses. Puisque le texte prend la forme d'un véritable guide d'instruction pour les décideurs canadiens, il aurait été intéressant que l'auteure y ajoute sa propre vision des intérêts du Canada, bien que cet exercice aurait potentiellement endommagé la neutralité de son propos.

*Synthèse rédigée par Frederic Aube, candidat à la maîtrise en études internationales (Université de Montréal).*

*\* Ce travail a reçu le soutien du CRSH-SSHRC via la bourse #895-2019-1000 attribuée au RCSD-CDSN.*

